

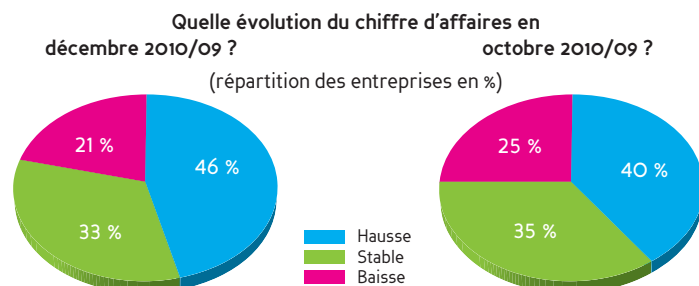
Résultats du panel régional de conjoncture CCIR/CCI de Rhône-Alpes « Suivi de la situation économique »

Le bilan du mois de décembre apparaît relativement favorable avec une hausse du chiffre d'affaires pour près d'une entreprise sur deux. C'est notamment le cas pour les services aux entreprises et les PME de 50 salariés et plus. L'activité à l'international, mesurée par les visas internationaux, semble avoir connu un ralentissement en fin d'année. Les perspectives pour le 1er trimestre traduisent toujours un optimisme mesuré, les TPE manquant notamment de visibilité. 42 % des TPE-PME s'attendent à une stabilité de leur chiffre d'affaires. C'est dans le BTP qu'elles sont les moins favorables. Pour les entreprises qui disposent d'une visibilité suffisante, les perspectives pour 2011 sont plutôt bien orientées, seulement 8 % des entreprises s'attendant à une baisse du chiffre d'affaires. Les perspectives à court terme de l'emploi sont légèrement favorables. Les résultats du panel ne traduisent pas de reprise de l'investissement, mais le nombre de projets suspendus ou réduits est en recul.

Hausse du chiffre d'affaires pour près d'une entreprise sur deux en décembre

En décembre, 46 % des TPE-PME ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires sur un an, et 21 % une baisse. Cette dernière part retrouve ainsi le niveau bas enregistré en juillet-août. Ce bilan relativement favorable est notamment dû aux **services aux entreprises** et aux **activités tournées vers les particuliers**, avec 50 % des entreprises annonçant une hausse de chiffre d'affaires. Dans le contexte de fin programmée de la prime à la casse, le chiffre d'affaires a été bien orienté dans le commerce automobile. La situation est **plus mitigée dans le BTP**, la plus grande part des entreprises ayant connu un chiffre d'affaires stable (45 %), les autres se partageant entre hausse et baisse.

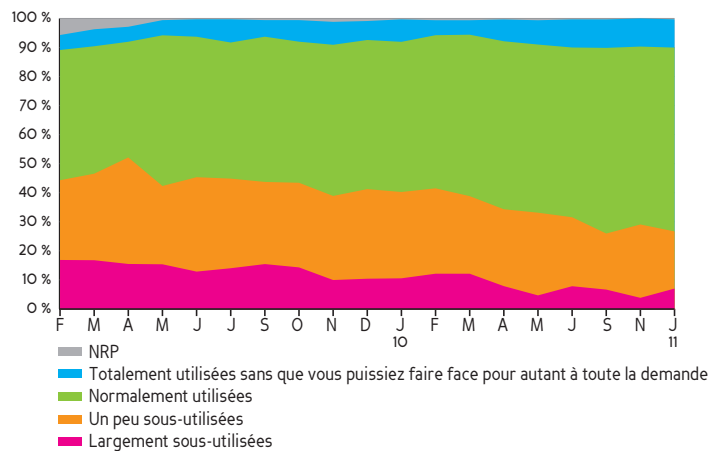
Le bilan apparaît plus favorable pour les PME de 50 salariés et plus : 56 % ont enregistré une hausse de chiffre d'affaires. Pour les TPE de moins de 10 salariés, il y a autant d'entreprises affichant une stabilité qu'une hausse (39 %).



Ce niveau d'activité est enregistré dans un contexte de **forte pression sur les prix** pour certaines entreprises. Les commentaires spontanés des chefs d'entreprises montrent que cet état de fait se traduit de différentes façons : des prix très bas dans le cadre de consultations, ce qui lamine les marges ; des interrogations quant à des possibles ventes à perte ; la difficulté de répercuter la hausse des coûts dans le transport ; la perte de repères d'achat de certains consommateurs.

Le niveau d'utilisation des capacités de production a peu évolué depuis début novembre : il est jugé **normal par près des 2/3 des entreprises (+ 3 points)**, et 8 % des TPE-PME disent mobiliser totalement leurs capacités sans pouvoir faire face à toute la demande (- 2 points). Dans **l'industrie**, 58 % des entreprises ne font pas état d'une sous-utilisation de leurs capacités de production. Le niveau d'utilisation se replie un peu dans le BTP et l'hébergement-restauration, deux activités qui ont pu être impactées directement par les conditions climatiques de décembre.

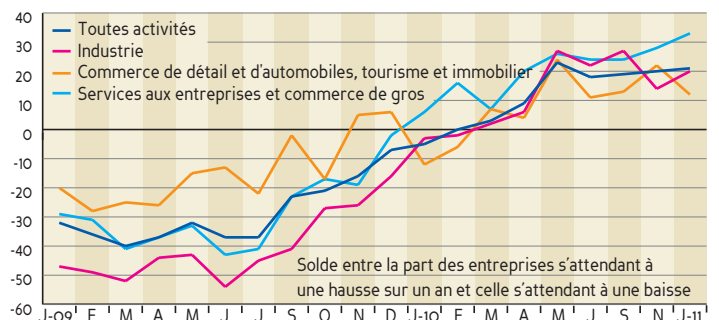
Compte tenu de votre activité actuellement, vous estimez que vos ressources (outils de production, collaborateurs...) sont :



Les perspectives à trois mois toujours teintées d'un optimisme mesuré

Si le bilan du mois de décembre est plutôt favorable, les perspectives apparaissent un peu incertaines. Le solde global « part des entreprises à la hausse – part des entreprises à la baisse » progresse encore d'un point par rapport à la situation de début novembre. Mais ce résultat s'accompagne de la **progression de la part des entreprises qui s'attendent à une stabilité de leur chiffre d'affaires** au cours du 1^{er} trimestre (42 % des TPE-PME, + 3 points).

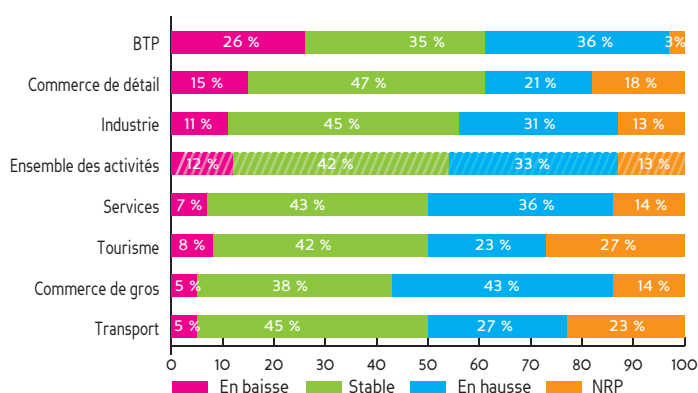
Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour les trois mois qui viennent ?



Le solde « part des entreprises à la hausse – part des entreprises à la baisse » est **positif pour toutes les activités**. Il est le plus élevé dans les services aux entreprises avec 40 % des TPE-PME s'attendant à une hausse de chiffre d'affaires pour seulement 7 % une baisse. Dans l'industrie, il se redresse un peu par rapport à début novembre, mais ce sont les perspectives de stabilité qui dominent (45 % des entreprises). C'est dans le commerce de détail que le solde est le moins élevé et c'est dans le BTP que l'on trouve la part la plus importante d'entreprises s'attendant à un recul du chiffre d'affaires (26 %).

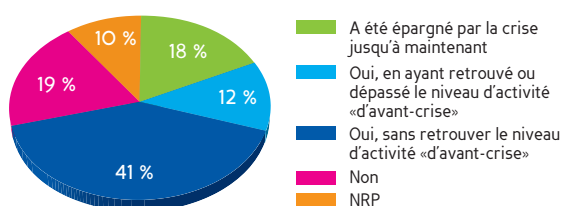
Autre constat, la part des « non réponses » à la question sur les perspectives à court terme progresse de 4 points à 13 %, ce qui peut traduire un **manque de visibilité** (des commentaires spontanés d'entreprises le confirment). Un niveau élevé de non réponses est enregistré dans l'hébergement-restauration, le commerce et le transport. Il atteint 17 % pour les TPE de moins de 10 salariés.

Quelle tendance pour le chiffre d'affaires pour les trois prochains mois, par rapport à l'année dernière (répartition des entreprises en %) ?



Cet optimisme mesuré est confirmé par la question sur la perception des signes de reprise, dont les résultats varient peu par rapport à début novembre. 19 % des entreprises ne perçoivent toujours pas de signes de reprise, près d'une sur cinq dit avoir été épargnée par la crise et toujours 53 % perçoivent des signes de reprise : mais parmi ces dernières, on trouve **moins d'entreprises ayant retrouvé leur niveau d'activité d'avant crise qu'il y a deux mois (- 3 points)**.

D'après vos carnets de commandes, les consultations/devis, réservations, demandes de renseignements, mesurez-vous des signes de reprise de votre activité ?



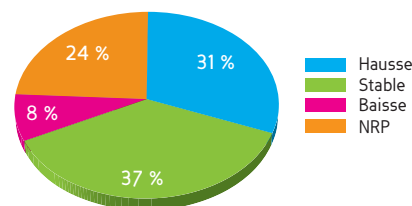
C'est dans le BTP que la part des entreprises ne percevant pas de signes de reprise est la plus forte : 40%. Le niveau des non réponses est sensiblement plus élevé dans le commerce de détail et le commerce automobile ce qui peut indiquer des interrogations de ces activités quant à la vigueur de la consommation.

Des perspectives globalement bien orientées pour 2011

Compte tenu du manque de visibilité, près d'une TPE-PME sur quatre ne s'exprime pas sur les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires en

2011 (une TPE sur trois). Pour les autres, c'est la **tendance à la stabilité qui l'emporte (37 % des entreprises)**, suivie par la **tendance à la hausse (31%)**. Seulement 8 % des entreprises s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires.

Quelle tendance pour le chiffre d'affaires pour l'année 2011 par rapport à l'année 2010 ?

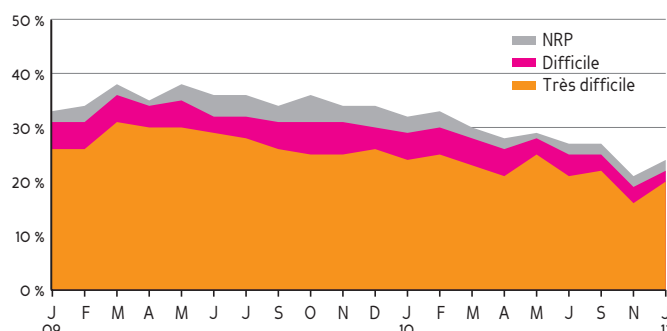


Le solde « part des entreprises à la hausse – part des entreprises à la baisse » est donc largement positif. C'est le cas pour l'ensemble des activités **hormis le BTP (- 2)**. Ce solde est le plus élevé dans l'immobilier, les services aux entreprises et l'industrie.

Des difficultés de trésorerie qui subsistent pour des entreprises en manque d'activité

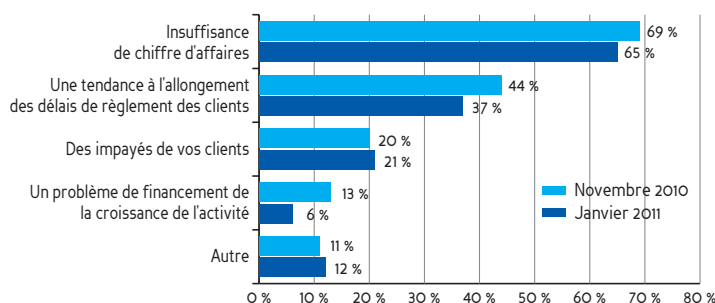
La part des entreprises connaissant des difficultés de trésorerie remonte un peu par rapport à la situation de début novembre : 22 % des TPE-PME. Par rapport à l'ensemble du panel, ces entreprises sont **plus souvent confrontées à une sous-utilisation de leurs capacités de production**. Elles sont aussi **plus d'une sur trois à ne pas percevoir de signes de reprise** contre 19 % en moyenne.

Part (en %) des entreprises jugeant leur situation de trésorerie difficile ou très difficile



L'insuffisance de chiffre d'affaires est une cause des difficultés pour 2/3 des entreprises. La deuxième cause des difficultés est toujours **l'allongement des délais de règlement des clients**.

Pour les entreprises dont la situation de trésorerie est difficile ou très difficile, les causes sont les suivantes (en % des répondants, plusieurs réponses possibles) :

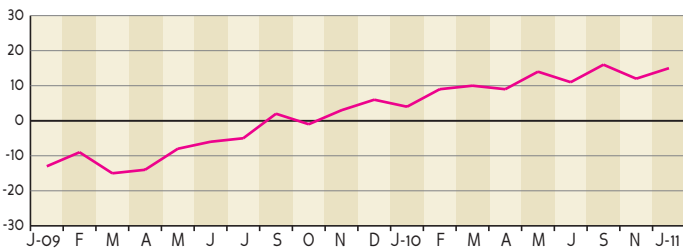


Résultats du panel régional de conjoncture CCIR/CCI de Rhône-Alpes « Suivi de la situation économique » (suite)

Recul du nombre d'entreprises qui comptent réduire leur effectif

24 % des TPE-PME prévoient d'embaucher dans les trois mois (+ 1 par rapport à début novembre). **74 % des entreprises (+ 4 points) s'attendent à la stabilité de leur effectif** (hors intérim). Celles qui comptent l'accroître dans les trois mois (19 %) sont plus nombreuses que celles qui comptent le réduire (4%, en recul de 3 points). Le solde « part des entreprises à la hausse – part des entreprises à la baisse » est dorénavant **positif pour l'ensemble des activités**. C'est dans les services aux entreprises qu'il est le plus élevé (hausse pour un quart des entreprises et baisse pour 2 %).

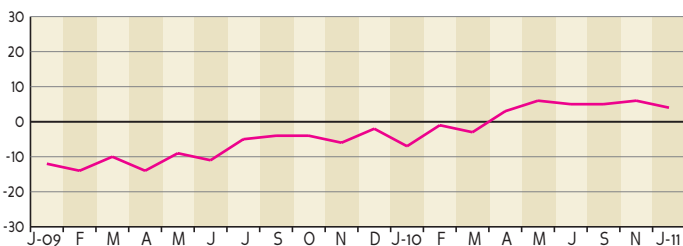
Comment va évoluer l'effectif de l'entreprise (hors intérim) au cours des trois mois qui viennent : solde entre part des réponses « à la hausse » et part « à la baisse »



63 % (+ 2) des TPE-PME n'ont pas recours actuellement à l'emploi intérimaire. Parmi les autres, il y a autant d'entreprises qui accroissent leur recours à l'intérim que d'entreprises qui le diminuent.

La **tendance reste légèrement à la hausse en matière d'heures supplémentaires** mais avec un **ralentissement de la progression** : parmi la moitié des TPE-PME qui ont recours aux heures supplémentaires, ce recours est en hausse pour 7 % des entreprises alors qu'il baisse pour 3 %.

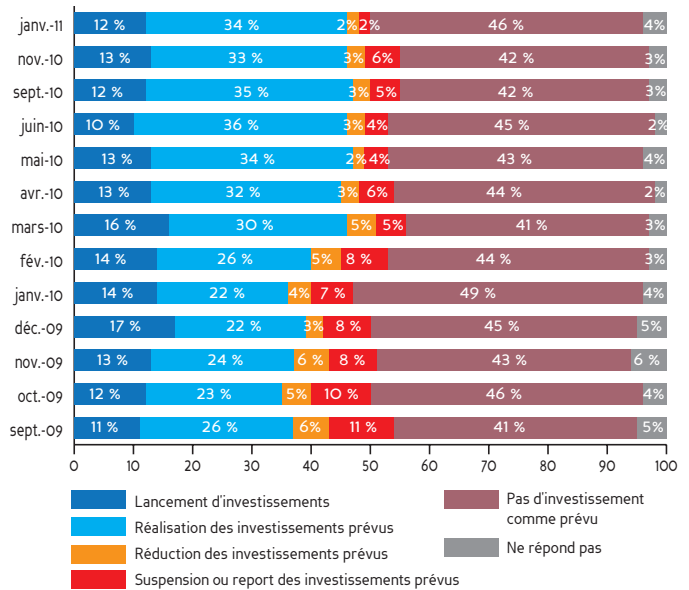
Comment évolue le recours aux heures supplémentaires : solde entre part des réponses « à la hausse » et part « à la baisse »



Moins de remise en cause de projets, mais toujours pas de reprise de l'investissement

Comme lors des interrogations précédentes, **une TPE-PME sur deux ne prévoit pas d'investissement dans les trois mois**. La part des entreprises qui pensent suspendre ou reporter des projets d'investissement est en recul. Elle reste relativement élevée dans le BTP (16 %).

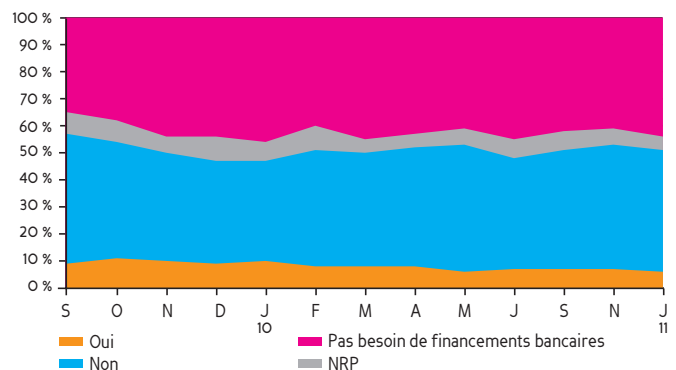
Quelle situation en matière d'investissement au cours des trois prochains mois ?



Les difficultés d'accès aux financements bancaires restent limitées

Début janvier, **44 % des TPE-PME disent ne pas avoir besoin de financements bancaires**. Parmi celles qui en ont besoin, **12 % disent rencontrer des difficultés** pour accéder à ces financements. Lorsqu'elles se produisent, ces difficultés se traduisent d'abord par le **niveau des garanties demandées** (plus d'un cas sur deux) puis par la limitation du crédit court terme (44 %).

Rencontrez-vous des difficultés d'accès aux financements bancaires ?



La CCIR et les CCI de Rhône-Alpes ont mis en place dès novembre 2008 un panel régional interrogé chaque mois permettant d'assurer le suivi de la situation économique. Depuis septembre, l'interrogation intervient tous les deux mois. Un échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services est interrogé. Les résultats complets de ce panel peuvent être consultés sur www.rhone-alpes.cci.fr sous la rubrique Mieux comprendre l'économie de Rhône-Alpes/Coup de projecteur.

Les résultats présentés ci-dessus sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CCIR/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 3 au 10 janvier 2011 par les CCI de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).